Jeudi 22 juin 1978 – No 914

1,70 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

AU SOMMAIRE

P 3 : Le PCF, 12 ans en arrière

P 5 : La concertation : de quoi discutent-ils ?

P 6 : Des gens heureux ? Barre se moque des gens

P 7 : Reportage en Chine : nous avons pu rencontré un bonze

Renault-Flins

LES CRS OCCUPENT!

La direction et le gouvernement se sont donnés le mot pour mieux réprimer les ouvriers de Renault.

La direction a mis, mardi 20 juin à 14 h, 9 000 ouvriers au chômage technique, à la suite de la grève des ouvriers des presses.

Ces 9 000 ouvriers ne percevront aucun salaire pendant la durée du lock-out.

Le gouvernement lui, envoyait 500 hommes de la force publique – CRS et gendarmes mobiles – mercredi 21 juin à 3 h 30 pour *« conformément à l'ordonnance de la Cour de Versailles »* expulser des ateliers les ouvriers des presses qui occupaient.

Les grévistes se sont regroupés à l'extérieur, et la demande des organisations syndicales qui venaient de sortir un tract appelant les salariés à *« refuser de travailler avec les flics dans l'usine »*, ils sont montés dans les bus transportant les ouvriers de l'équipe du matin et leur ont demandé de descendre et de se mettre en grève.

C'est donc à pied que les arrivants se sont rendus aux portes de l'usine, pour reprendre leur travail. Cela a entrainé un immense embouteillage à la sortie de l'autoroute.

• Belgrade

Ouverture du 11 e Congrès de la Ligue des communistes yougoslaves

Hier mardi 20 juin 1978, s'est ouvert à Belgrade le 11e congrès de la Ligue des communistes yougoslaves. Tito a prononcé une longue allocution.

Il a notamment affirmé qu'une *« guerre mondiale ne peut être exclue »*. Il exhorte *« toutes les forces démocratiques »* à opposer une *« résistance absolue »* aux menaces de guerre qu'incarnent à ses yeux *« l'impérialisme, le colonialisme et les autres formes de domination et d'hégémonie »*.

En ce qui concerne l'Afrique, s'il a mis sans les nommer la France et la Belgique en cause, il n'a pas oublié pour autant l'URSS et Cuba en disant que d'autres puissances essaient de *« créer de nouvelles sphères d'influence »*.

Il a résolument défendu la nécessité de l'unité des pays non-alignés. Il a lancé une mise en garde contre les tentatives de *« briser le mouvement des pays non-alignés »* et de le *« subordonner à des intérêts étrangers et à la politique des blocs »*. Il a souligné l'urgence du réglement pacifique des conflits régnant au sein des non-alignés, notamment dans la corne de l'Afrique.

Nous reviendrons sur ce congrès dans nos colonnes les jours suivants.

• Foyers Sonacotra

STOLERU S'EN PREND AUX GREVISTES

Le comité de coordination lui répond

Dans sa conférence de presse, le 9 juin 1978, M. Stoléru attaque le Comité de Coordination et les 40 000 résidents grévistes, dans les foyers Sonacotra, ADEF, AFTAM, AFRP, et cités LOGIREP.

Le 6 décembre 1977, dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur, M. Stoléru demande des renseignements sur l'activité du Comité de Coordination et menace de prendre des mesures répressives contre les membres de ce comité.

Après ces menaces, Stoléru passe aujourd'hui aux actes, et dans plusieurs foyers (Sonacotra, AFRP, AFTAM, ADEF et cités LOGIREP), des résidents et des délégués ont reçu des lettres recommandées

Le 19 novembre, 6 000 travailleurs manifestaient contre les mesures Stoléru.

leur ordonnant de payer tous les mois de loyer en retard (plus de 10 000 francs pour ceux qui sont en grève depuis plus de 3 ans), sous peine de saisie-arrêt sur leur salaire et les menaçant d'exclusion des foyers s'ils continuent la grève et d'expulsion du territoire.

Il oublie de dire que dans les foyers, nous subissons un règlement intérieur quasi-militaire.

- **Pas de droit de visite et de réunion dans les foyers.**
- **Des gérants racistes, anciens parachutistes et provocateurs.**
- **Et que nous payons 280 F pour une chambrette de 4 à 6 m2 avec une cloison ;**

Il oublie de dire que 18 délégués du Comité de Coordination ont été expulsés illégalement dans leurs pays d'origine parce qu'ils défendaient l'intérêt de l'ensemble des résidents.

Il oublie que des milliers de travailleurs immigrés ont été emprisonnés à Arenc et dans d'autres prisons clandestines, avant d'être expulsés du territoire français.

Il oublie le refus de renouvellement des papiers pour les immigrés, en particulier pour les résidents dans les foyers Sonacotra.

M. Stoléru n'a pas parlé des travailleurs immigrés qui se font tuer et attaquer par des bandes fascistes. On n'a jamais trouvé les responsables de ces actes.

- **Laïd Sebaï a été lâchement assassiné par une bande organisée, et qui court toujours.**
- **Un travailleur marocain a été tué par un gérant d'un foyer Sonacotra à Lyon.**
- **Un autre résident a été trouvé pendu au foyer Sonacotra de Bagnolet.**
- **A Argenteuil, à 5 h du matin, à la sortie du foyer un résident a été attaqué par une bande de quatre personnes. Grièvement blessé, il a été hospitalisé.**
- **Dans un foyer à Nice, plusieurs coups de feu ont été tirés contre les résidents du foyer.**
- **A Gennevilliers, au foyer AFRP, un résident a été lâchement agressé par trois individus armés de bâtons, il est paralysé, et qui va nourrir ses enfants ?**

M. Stoléru a oublié complètement de parler de la sécurité dans les foyers et les cités de transit.

- **Au foyer Sonacotra de Villejuif, dans l'incendie, deux morts et neuf blessés.**
- **A la cité de transit de Saint-Denis, un bâtiment de quatre étages a été complètement ravagé par le feu.**
- **Un résident du foyer de Neuilly-sur-Marne est mort en prenant sa douche par manque d'aération.**

M. Stoléru n'a jamais parlé de l'exploitation des travailleurs immigrés sur les chantiers, dans les foyers et cités de transit.

Il se préoccupe d'annoncer des augmentations pour faire payer la crise aux travailleurs immigrés...

(suite page 8)

• Japon

Une base militaire russe dans les îles Kouriles

L'agence japonaise pour la Défense vient de révéler que l'URSS est en train de construire une base militaire à Etorofu, l'une des quatre îles Kouriles qu'elle occupe depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, et ou relâchent déjà des sous-marins nucléaires.

Des avions de transport militaires de l'URSS volent en permanence à Etorofu : l'URSS y a construit un aérodrome et y fait stationner deux escadrons militaires. « *Dès l'achèvement de la construction des installations, plus de soldats soviétiques seront envoyés dans cette région* », a souligné une agence japonaise qui ajoute que ces mesures constituent une « *nouvelle menace* » pour la sécurité du Japon.

Ces manœuvres à Étorofu s'inscrivent dans le cadre des importants préparatifs militaires de l'URSS dans la région. L'importante base navale soviétique de Korsakov, à 200 kilomètres au nord du Japon, est en train d'être renforcée, de même que la 6e division aéroportée stationnée également tout près des frontières chinoises et japonaises.

MENACES CONTRE LE JAPON

Lundi, l'ambassadeur soviétique à Tokyo a menacé directement le gouvernement japonais. Il a dit que le traité sino-japonais actuellement en cours de négociation constituerait « *une menace pour la paix et la sécurité dans la région* » et qu'il bouleverserait « *le développement des relations soviéto-nippones* ».

En vérité, ce n'est pas le traité sino-japonais qui constitue une menace pour la paix, mais bien les ingérences soviétiques inadmissibles dans les affaires du Japon et les préparatifs militaires de l'URSS dans la région.

Afrique

• Déclarations de Castro

Dans une interview à la télévision américaine, Castro vient de reconnaître la présence de ses soldats en Afrique et d'essayer de la justifier en évoquant « *le fascisme, le racisme* » qui sévissent dans certains pays. Mais il nie toute responsabilité dans la récente agression contre le Shaba, qu'il fait porter... à la CIA et à « l'Unita »... : « *Ni les Cubains, ni les Russes, ni les Angolais n'avaient eu l'intention d'intervenir au Zaïre* »

Mais ce que dit Castro est une chose – les faits en sont une autre.

• Cuba n'est plus un pays non-aligné

Le journal zaïrois « Elima » a indiqué : « *Nombreux sont, de toutes les manières, les pays africains qui ont déjà compris le danger réel que représente la subversion de Cuba et qui sont résolus à s'opposer, par tous les moyens, à l'entreprise néfaste de la coalition russo-cubaine* ». Le journal estime que les derniers événements ont prouvé que Cuba n'avait plus aucun droit de se réclamer du mouvement des non-alignés.

• Une nouvelle agression contre le Shaba?

Par ailleurs, on signale que plus d'un millier de mercenaires katangais se seraient regroupés près de Luashi, situé sur la frontière zaïro-angolaise, au sud-ouest de Kolwezi. Le gouvernement zaïrois craint qu'ils ne lancent une nouvelle attaque contre le Shaba.

• Aide chinoise au Zaïre

Dix jours après la visite au Zaïre de Houang Houa, ministre chinois des Affaires étrangères, l'aide chinoise commence à arriver au Zaïre. Elle permettrait notamment au Zaïre de renforcer sa force navale actuellement peu développée, mais vitale en raison des nombreux incidents qui ont lieu avec l'Angola, le long du fleuve Zaïre, principal débouché fluvial du pays.

Nous recommandons à nos amis, et camarades la lecture de Pékin-Information Nos 22 et 23 sur la question des relations Vietnam-Chine, à propos du problème des ressortissants chinois.

Chaque numéro : 1 F, demandez-le aux Herbes Sauvages – 70, rue de Belleville, 75020 Paris.

• Vietnam

Photos-témoignages sur les mauvais traitements infligés aux ressortissants chinois

Houang Tchen-se, âgée de soixante ans, a été blessée à l'épaule et à la paume par les balles des soldats vietnamiens, le 27 mai dernier. Ne pouvant plus supporter les persécutions des autorités vietnamiennes, elle avait pris le bateau pour regagner la Chine, avec un cinquantaine d'autres Chinois. Les soldats vietnamiens ont ouvert le feu et blessé deux personnes, une jeune fille et Houang Tchen-se.

Arrivés en Chine, les ressortissants chinois expulsés reçoivent les secours d'urgence des autorités chinoises qui parent tout de suite aux besoins de première nécessité.

Chen Hsien-ying raconte son expulsion et les persécutions dont elle a été victime par les autorités vietnamiennes.

Un legs de l'histoire

Le problème des ressortissants chinois à l'étranger

Plusieurs millions de Chinois vivent actuellement à l'étranger, en Asie, en Europe, en Amérique. Sont-ils, comme le prétend la propagande du Kremlin, une « *cinquième colonne* » de la Chine à l'étranger, des « *agents de la subversion* », « *une menace sérieuse* » pour les pays où ils vivent ? Sont-ils des « *bourgeois* » ? Un regard sur l'histoire de l'émigration chinoise apporte un démenti cinglant à ces accusations.

Le problème des ressortissants chinois est lié au colonialisme. Au 19e siècle, les impérialismes occidentaux ont transporté des millions de Chinois dans leurs pays, ils les ont utilisés comme main d'œuvre à bas prix et leur ont fait faire les travaux les plus pénibles : travail dans les puits de mines en Ukraine, ramassage des excréments d'oiseaux au Pérou, mise en valeur de régions désertiques, construction de chemins de fer, etc. Leur condition était celle d'esclaves, ils étaient constamment en butte à l'exploitation, à l'oppression et au mépris des classes possédantes.

Ces Chinois entrainés de force hors de leur pays étaient de simples travailleurs. Actuellement, 90 % sont des ouvriers, des paysans, des artisans, des petits commerçants, des marchands ambulants, etc.

Bien que loin de leur pays, les Chinois d'outre-mer ont toujours fait preuve de leur attachement à la mère-patrie. Nombre d'entre eux ont participé directement aux grandes luttes révolutionnaires qui ont abouti, en 1949, à la libération de la Chine.

En même temps, ils ont toujours participé activement aux luttes des peuples parmi lesquels ils ont vécu et ont toujours été en bonne intelligence avec eux. Par exemple, en Russie, des dizaines de milliers d'entre eux ont rejoint l'Armée rouge et participé à la défense de la révolution.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT POPULAIRE CHINOIS

Le gouvernement de la Chine nouvelle a toujours cherché à résoudre par la négociation le problème de ses ressortissants à l'étranger. Il a défini la politique suivante, concernant le problème de leur double nationalité :

– Il approuve et encourage le libre choix par eux de la nationalité du pays dans lequel ils résident ;

– Mais il dénonce l'emploi de la force ;

– Il appelle ceux qui veulent conserver la nationalité chinoise à respecter les lois et décrets du pays où ils résident, ainsi que les mœurs locales ;

– En retour, il souhaite que ses ressortissants soient traités correctement dans les pays où ils résident et ne soient l'objet d'aucune discrimination.

Cette politique est entièrement conforme aux principes de la coexistence pacifique. Elle correspond aussi à la volonté sincère de la Chine d'établir des relations amicales avec tous les pays, et notamment des relations de bon voisinage avec tous les pays voisins où vivent de nombreux ressortissants chinois.

LES RESSORTISSANTS CHINOIS EN ASIE DU SUD-EST
(Chiffres approximatifs)

Malaisie : 4 000 000
Indonésie : 3 800 000
Thaïlande : 3 000 000
Vietnam : 1 800 000 (avant les derniers événements)
Philippines : 650 000
Kampuchea (Cambodge) : 500 000
Laos : 60 000

Pour quelle unité faut-il se battre ?

Dans son rapport au Comité central du PCF, Claude Poperen prétend que c'est grâce aux 6 années de l'Union de la gauche et du Programme commun qu'a animé le PCF que les luttes d'aujourd'hui vont éclater. Il propose aux militants de son parti de relier les luttes en cours à la même politique (aujourd'hui défunte) d'union avec le PS.

Or, qu'en est-il vraiment ? Avant les élections, n'est-ce pas au nom de cette Union de la gauche qui allait (parait-il) nous apporter tous les bonheurs après le 19 mars que les dirigeants des partis de gauche et des syndicats appelaient non pas à lutter mais à bien voter ? N'est-ce pas au nom de cette même stratégie qu'ils ont même laissé pourrir ou briser des mouvements de lutte ? Alors comment oser dire aujourd'hui que l'Union de la gauche a créé un « *terrain favorable* » aux luttes actuelles.

De même, lorsque les ouvriers de Renault ou des arsenaux se sont mis en grève, n'est-ce pas une fois passé le premier moment de déception dû à l'échec de cette stratégie électorale que l'on nous présente comme la panacée ?

C'est précisément le mérite des grévistes de Renault et des arsenaux d'avoir su être parmi les premiers à passer au-dessus de ce premier sentiment et à prendre leur sort en mains : « *Nous vivrons ce que nous changerons* » tel est leur mot d'ordre.

L'Union de la gauche a été un frein au développement des luttes pendant 6 années. Telle est la vérité contrairement à ce que prétend le Comité central du PCF.

Quant à l'objectif des luttes actuelles, il est de plus en plus clair : d'une part les grévistes veulent, par la lutte, gagner sur leurs revendications, d'autre part, ils ont bien conscience que leur mouvement porte un coup à la politique de concertation de Giscard-Barre.

Face à cela, ce que propose le Comité central du PCF c'est de faire dévier cet objectif, de faire du mouvement de lutte actuel un mouvement de soutien pour refaire l'Union de la gauche.

Or, l'unité qui doit se construire (et qui se construit déjà) dans les luttes à la base, ce n'est pas l'Union de la gauche. C'est l'unité de classe entre les ouvriers quelque soit leur appartenance politique et syndicale.

La stratégie d'Union de la gauche que continue de proposer, contre vents et marées, la direction du PCF a fait tristement ses preuves : elle mène à l'impasse, comme de nombreux travailleurs l'ont ressenti au lendemain du 19 mars.

Nous, marxistes-léninistes, nous combattons et nous continuerons de combattre politiquement cette tentative de récupération des luttes au profit de l'Union de la gauche, comme nous l'avons combattue avant les élections.

Par contre, nous soutenons et participons de toutes nos forces au combat que mène la classe ouvrière, notamment à travers les grèves actuelles pour refaire son unité de classe, face à la classe bourgeoise, à la base et dans l'action. Cette unité de classe est la condition indispensable pour mener une lutte efficace contre la poursuite du plan Barre et le régime capitaliste.

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre,
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom . . . . . .
Prénom . . . . . .
Adresse . . . . . .
Profession . . . . . .

Indiquez de façon précise le lieu de votre travail (ville, arrondissement, quartier).

Le PCF, 12 ans en arrière

La ligne ouverte par le Comité central : exploiter les luttes pour refaire l'Union de la gauche défunte

Le rapport présenté par Claude Poperen au Comité central du PCF réuni ce mardi réaffirme d'une pat la stratégie de l'Union de la gauche et plus globalement du 22e congrès et appelle les militants à prendre appui sur les luttes en cours pour tenter de refaire cette Union de la gauche défunte.

En ce qui concerne la politique intérieure de la France (*), le rapport Poperen peut se diviser en trois grandes idées : une présentation de la façon dont le PCF voit aujourd'hui la politique giscardienne, le constat de faillite de l'Union de la gauche et une tentative de refaire cette Union de la gauche.

Après avoir tout d'abord dressé à sa manière le tableau des méfaits de la politique de Giscard-Barre, et de l'austérité, Poperen constate le mouvement de lutte qui existe aujourd'hui dans le pays. Il essaie tout d'abord de le mettre à l'acquis des six années d'Union de la gauche et de Programme commun : « *L'acquis de la bataille menée durant six années, avec le Programme commun (...) explique le développement rapide des luttes, quelques semaines seulement après les élections législatives* ».

C'est une manière comme une autre de sauver les apparences. En fait, le Programme commun n'avait pas comme objectif de développer les grèves mais de porter la gauche au pouvoir. Qui peut nier que c'est un échec ?

LA RESPONSABILITÉ TOTALE DU PS

« *La responsabilité du PS est totale dans la défaite de l'Union de la gauche au mois de mars* », réaffirme Poperen.

Il ne prend même plus la peine d'essayer de démontrer cette affirmation catégorique. Cela permet d'éviter au Comité central d'avoir à analyser l'échec de la gauche : l'échec, c'est le PS: cela ne concerne pas le PCF. Poi nt final.

Pourtant, n'est-ce pas le PCF qui fut le moteur de l'Union de la gauche avant la signature du Programme commun comme après ?

S'il a joué un rôle dans cette Union de la gauche (et même souvent le rôle déterminant) ne porte-t-il pas aussi une part de l'échec ?

Non, réaffirme le Comité central. L'honnêteté n'est pas de mise au sein des instances dirigeantes du parti de Marchais.

ON VA ESSAYER DE RECOMMENCER

Ayant ainsi réglé son compte au PS, Poperen en revient aux luttes qui se déroulent à l'heure actuelle.

« *Dans cette situation nouvelle, c'est avant tout dans l'effort à partir de la base et des luttes quotidiennes que se reconstuira l'union plus forte et plus large dont le peuple a besoin pour aller de l'avant, le vaste mouvement majoritaire nécessaire pour faire triompher le changement démocratique* », annonce Poperen.

C'est dire que les dirigeants appellent leurs militants à orienter les luttes vers la même stratégie que celle qui leur a causé les désillusions du lendemain du 19 mars : l'Uunion avec Mitterrand.

Poperen propose d'en revenir à l'époque d'avant le Programme commun, il y a 12 ans, quand il lançait l'idée du Programme commun avec le PS.

La politique ouverte par le rapport Poperen et le Comité central du PCF c'est ni plus ni moins qu'une politique de retour en arrière, la redéfinition mise au goût du jour de la politique qui a donné les résultats négatifs que l'on a pu voir en mars dernier.

* Dans notre édition de demain, nous analyserons le passage du rapport concernant la politique extérieure du gouvernement français et le passage concernant la contestation au sein du PCF.

Non au meeting fasciste !

Membre du PFN à l'entraînement.

Le PFN (Parti des Forces nouvelles, extrême-droite) organise le 27 juin à Paris un meeting où des organisations fascistes européennes sont invitées, le MSI (italien), le « Fuerza Nueva » (franquiste) etc.

Ainsi que de nombreuses associations et organisations, les communistes marxistes-léninistes de France protestent contre la tenue d'un tel meeting, qui montre la complaisance du gouvernement pour les groupes d'extrême-droite.

En bref.

L'Union départementale CFDT de la région parisienne appelle, lundi, les travailleurs à un « point de rencontre » de 16 h 30 à 19 h, jeudi 22 juin, à la gare de Lyon, pour protester contre l'augmentation des transports en commun.

L'UD-CFDT réclame notamment que le temps de transport soit pris en compte dans le temps de travail et que les employeurs prennent en charge le coût de la carte orange.

• Région de Pontoise

En grève

— Les chauffeurs de cars de l'entreprise STIVO sont en grève depuis le 14 juin au matin contre des sanctions et pour l'intégration d'une prime au salaire.

Ces cars desservent toutes les localités de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise.

— Depuis fin mai, une quarantaine d'ouvrières des ateliers d'assemblage de l'AMP (ateliers mécaniques de précision) luttent pour obtenir des augmentations de salaire et une transformation de leurs conditions de travail. Le mouvement, d'abord très localisé, a débuté par des débrayages d'une demi-heure. Depuis le 2 juin, les équipes du matin et du soir observent des arrêts de travail de quatre heures par jour. Les ouvrières n'acceptent plus des salaires de 2 539 F par mois après dix ans d'ancienneté, même si une légère prime vient s'ajouter au salaire mensuel. Elles réclament une augmentation uniforme de 460 F par mois. Par ailleurs, certaines ouvrières classées P1 gagnent 2 700 F par mois ; elles font le même travail que les OS 3 ; les grévistes n'admettent pas cette situation et s'en prennent au système de qualification du travail, vécu comme un moyen pour les capitalistes de diviser les travailleurs.

Le 13 juin, la direction proposait de négocier en étudiant quelques cas. Refus des grévistes qui poursuivent le mouvement tant que la direction ne s'engage pas dans une négociation sur l'ensemble des problèmes.

Consigne de grève d'une heure à la SNIAS

Une consigne de « grève d'avertissement » d'une heure pour mardi a été lancée à la SNIAS, à la veille de la réunion paritaire où doit être discuté le renouvellement de l'accord d'entreprise pour les ouvriers.

Les propositions faites par la direction de la SNIAS lors de la précédente réunion sont jugées comme totalement insuffisantes et les augmentations proposées ne permettent même pas de maintenir le pouvoir d'achat.

Grèves tournantes dans les centres régionaux des impôts

L'intersyndicale CGT, FO, CFDT et autonome des impôts appelle le personnel des quinze centres régionaux d'informatique de l'administration fiscale à observer des mouvements de grève tournante à l'intérieur de chaque centre, à compter du 19 juin.

L'intersyndicale souligne, dans un communiqué, que certains centres, notamment ceux de Nantes, Clermont-Ferrand et Lyon sont en grève depuis quinze jours. Cette action a été décidée pour *« faire échec à des déplacements massifs imposés par l'administration et pour améliorer les conditions de travail »*.

Si ce mouvement se prolongeait dans la période actuelle de traitement des déclarations de revenus, on pourrait enregistrer des retards assez importants dans l'émission des avertissements aux contribuables.

Grève des pêcheurs de l'Ile d'Oléron

Soixante-sept des soixante-et-onze bateaux de pêche du port de La Cotinière, dans l'île d'Oléron, ont déposé lundi matin leur rôle aux Affaires maritimes locales, en signe de protestation contre le nouveau décret réglementant la pêche côtière.

Un barrage de chalutiers a été mis en place à l'entrée du port de l'île d'Oléron, interdisant tout trafic maritime.

L'affaire a éclaté vendredi dernier à l'ouverture du marché aux poissons, après l'arrêt des achats par les mareyeurs qui craignaient de faire l'objet de procès verbaux s'ils commercialisaient des merluchons de 24 cm de long (alors que la nouvelle réglementation prévoit 30 cm) et des soles de 21 cm (nouvelle dimension 24 cm).

Une réunion réunissant pêcheurs, mareyeurs et représentants des Affaires maritimes se tient actuellement à l'île d'Oléron, afin de trouver une solution à cette crise qui risque de s'étendre au port de la Rochelle.

• Institut géographique national

Une affaire à suivre ...

Au début du mois, les grévistes avaient organisé une manifestation.

Les géomètres de l'IGN ont fait grève à nouveau la semaine dernière. Cette grève fait suite à celle du 29 mai qui n'avait pas permis de trouver une solution à leur problème, à savoir l'obtention d'un nouveau statut ou tout au moins d'un déroulement de carrière amélioré afin de « matérialiser » leur diplôme de technicien supérieur. La fonction publique leur avait opposé, le 8 juin, une fin de non-recevoir quant à leurs revendications (impossibilité de déroger au plan Barre, sinon par des combines non-voyantes !).

L'ACTION

Le 9 juin, les géomètres de l'IGN (ils sont tous fonctionnaires de catégorie B) ont occupé le centre informatique de Saint-Mandé, ne laissant passer que la paie et le standard téléphonique, d'où la colère de la direction qui parla d'illégalité ! Les géomètres n'en furent pas pour autant troublés. Comme aucune assurance ne leur était fournie, ils continuèrent la grève le lundi 12 juin avec distribution gratuite de cartes géographiques, rue de la Boétie (centre de leur direction commerciale et point de vente), puis ils sont allés manifester devant leur direction générale, rue de Grenelle. Là, attendait une délégation intersyndicale prête à rentrer : voyant les flics intervenir, la CGT « ouvrière » prit la poudre d'escampette ! (1)

Les géomètres de l'IGN ont décidé de suspendre la grève après avoir été reçus par le directeur du personnel de l'ex-Équipement. Finalement, ils n'ont obtenu qu'une proposition d'aménagement de leur déroulement de carrière (échelons plus courts...), mais pas de révision indiciaire. Pour résumer, une amélioration de 100 à 150 F par mois (si ça aboutit !).

LES ENSEIGNEMENTS

D'une part, à l'occasion de cette grève, les géomètres ont montré (et découvert pour certains) que l'on ne pouvait obtenir quelque chose que par la lutte et qu'il n'y a pas de revendications justes en elles-mêmes, mais un rapport de force à créer. D'autre part, on a vu les pratiques syndicales de la direction de la CGT-ouvrière (et maîtrise) : pendant l'occupation du standard, un coup de téléphone, révélateur, du responsable CGT avec le chef du personnel a été intercepté : le responsable CGT qualifiait la lutte des géomètres de lutte de *« jeunes »*, menée par des *« irresponsables »*.

On a appris, de source sûre, que la situation très critique de l'IGN appelait une réorganisation pour l'été avec des compressions de personnel (300-350 licenciements, mises à la retraite anticipée, etc.). Voilà les mesures promises par le directeur.

Donc, l'IGN, une affaire à suivre.

Les marxistes-léninistes de l'IGN

(1) Il y a, à l'IGN, une CGT pour les fonctionnaires (techniciens, etc.) et une pour les ouvriers. Les géomètres font partie des fonctionnaires. A ce niveau, CFDT et CGT ont toutes deux soutenu leur lutte, mais pas la CGT-ouvrière, comme on le voit !

• Cimenterie de Crugey (Côte d'Or)

« Vous avez le choix : ou bien je pollue ou bien je ferme ! »

« Vous avez le choix : ou bien je pollue, ou bien je ferme ».

Les patrons de la cimenterie de Crugey dont la production est de 150 000 tonnes par an refusent d'installer un dépoussiéreur, pourtant obligatoire selon les réglements, dans leurs installations. Naturellement, comme tout bon patron, ils utilisent le chantage habituel : *« C'est trop cher, si je l'installe, je suis obligé de fermer, la conjoncture économique, vous voyez... »*.

Mardi 13 juin, toute une brochette venait visiter l'usine : le préfet, le député, le sous-préfet, le conseiller général, le président de la chambre de commerce, le maire, le commandant de gendarmerie (qu'est-ce qu'il faisait là, celui-là ?)... Bref, seul le corps écclésiastique n'était pas représenté à cette charmante assemblée.

Et les patrons ont dû bien convaincre ces braves gens, puisque M. le préfet, à l'issue de sa visite, leur a bien précisé que... finalement, on pouvait s'entendre, ... que ce n'est pas si pressé... on peut vous laisser le temps. Bref, le dépoussiéreur, on pourra l'installer plus tard.

En résumé, les réglements, quand on est entre gens du beau monde, on peut les mettre de côté, on attendra des jours meilleurs. Un peu plus de fumée dans un ciel si gris, qu'est-ce que cela peut faire !

Correspondant HR

• Chevigny St Sauveur (Côte d'Or)

...Un canard boiteux de moins, 120 chômeurs de plus...

Le tribunal de Nancy vient de décider la mise en liquidation des biens de l'entreprise Perroud-Sopreg (bâtiment) qui emploie 120 ouvriers. Immédiatement, les licenciements sont tombés.

Bien sûr, on ferme après avoir demandé aux employés d'aider financièrement l'entreprise en payant les dettes sous forme d'actions ... avant de les licencier.

Voilà le plan Barre III, il faut savoir faire des sacrifices, n'est-ce pas ?

Correspondant HR

Concertation syndicats-patrons

De quoi discutent-ils ?

Le 24 mai dernier, les dirigeants des grandes centrales syndicales recevaient une lettre de Ceyrac. L'ascension de Ceyrac, l'actuel « patron des patrons », tant au CNPF que sur le devant de la scène politique en France, est étroitement liée à la « politique de concertation et d'ouverture sociale » dont il est de longue date partisan et l'un des promoteurs dans notre pays.

Aussi cette lettre constitue-t-elle une illustration de premier choix de la politique de concertation. A sa lecture, il s'agit pour les patrons de discuter leurs plans antiouvriers et antipopulaires avec les dirigeants syndicaux et d'avoir pendant ce temps la « paix sociale » (et pourquoi pas l'accord de ces derniers ?) pour les mettre en application !

Nous avions, dès le 24, mis en lumière l'arrogance patronale, autorisée par l'attitude des directions syndicales s'engageant, unanimes, dans ce sinistre jeu de la concertation. Nous connaissions alors quelques passages de la lettre de Ceyrac.

Il est révoltant de voir que tous les syndicats ont accepté de discuter avec le CNPF sur de telles bases, qu'on peut d'ailleurs lire, par exemple, dans « Syndicalisme Hebdo » No 1 707 du 1er juin 1978, entre l'éditorial où Maire les commente sous le titre *« Marquer des points, c'est possible »* et des propos de Chérèque (secrétaire général de la CFDT-Métallurgie) intitulés *« Nous voulons aboutir à des négociations articulées »* : tout un programme ! Et les uns et les autres vont discuter sur ces bases *« dans l'intérêt des travailleurs »* osent-ils dire, comme Séguy se déclarait, au lendemain du 19 mars, *« prêt à toute discussion pour que le mécontentement exprimé dans les élections se traduise dans les faits »*.

Révoltant en effet ! Dirigés par de tels hommes, les syndicats ne peuvent être les outils de lutte dont les travailleurs ont besoin !

Voici des extraits plus complets de cette correspondance dont une partie est celle adressée en même temps aux unions patronales.

« Le problème de l'emploi est incontestablement celui qui, sur le plan social, domine aujourd'hui tous les autres, ce qui amène à veiller à la pleine efficacité des systèmes d'indemnisation des chômeurs ; mais il ne pourra trouver de vraie solution qu'avec la reprise économique.

» Il importe donc avant tout de ne pas compromettre cette dernière et d'éviter des mesures qui, aussi désirables qu'elles puissent paraître, risqueraient finalement d'aller à l'encontre du but recherché ».

On sait dès le début à quoi s'en tenir !

Justement sur l'indemnisation des chômeurs :

« L'objectif essentiel est de parvenir à une utilisation plus satisfaisante des fonds qui sont actuellement consacrés à l'indemnisation des chômeurs ».

On le voit, pas question d'autre chose que de mieux répartir le fonds actuel. Cela vise les 90 % pour licenciement économique que les patrons se proposent de ramener à 70 voire 60 % (dans un sens plus égalitaire !). De plus, les patrons veulent faire payer l'État (donc les contribuables). Ceyrac compte pour cela sur les syndicats :

« Sur ce point, des démarches communes sont à envisager » dit-il.

Pour ce qui est des bas salaires, Ceyrac parle d'une garantie annuelle de ressources, à définir branche par branche. Ce vieux projet patronal permet de *« sortir du cadre horaire ou mensuel souvent trop étroit »*.

« Elle n'aura ni la rigidité, ni le caractère ambigu du SMIC, à la fois salaire et ressource minimale, et elle nous semble mieux que ce dernier, de nature à aboutir à une amélioration réelle ».

Amélioration réelle en effet pour les patrons qui pourront mieux jouer sur le temps de travail : chômage technique rattrapé par des heures supplémentaires, par exemple. Cela ajouté à ce que souhaite discuter le CNPF sur le temps de travail, c'est la liberté d'exploiter au moment voulu et pour le moindre prix les travailleurs.

« (...) Le problème est celui de l'échelonnement du temps de travail tout au long de l'année et de l'introduction, dans la mesure compatible avec les impératifs liés au fonctionnement des entreprises, de degrés de liberté permettant à chaque salarié de tenir compte de ses propres aspirations ».

Il s'agit bien de faire sauter le verrou de la loi des 40 h déjà bien entamé d'ailleurs et de donner ainsi liberté aux exploiteurs de faire travailler les ouvriers en fonction des charges de travail, toujours avec l'intensité maximum ! Voilà de quoi vont discuter des syndicalistes ! Après quoi, comme dit Ceyrac :

« Nous déciderons ensuite en commun (...) des orientations à prendre et des procédures à utiliser, lesquelles pourraient conduire :

– A demander aux pouvoirs publics d'apporter à la législation les modifications nécessaires ».

Ajoutons à cela que *« le mouvement des salaires effectifs doit suivre et non précéder le mouvement des prix enregistrés par l'indice de l'INSEE, les ajustements en cours d'année n'intervenant qu'à des échéances suffisamment espacées ».*

Ceyrac peut conclure : *« Nous espérons très vivement que les discussions qui s'ouvriront aboutiront à un résultat positif et nous vous redisons notre attachement à la politique contractuelle ».*

On le comprend !

On comprend d'autant plus les travailleurs qui entrent en lutte : il n'y a à attendre de la concertation que des mauvais coups !

Les chômeurs sont les premiers visés

La première rencontre syndicats-patronat sur la réforme de l'indemnisation du chômage a duré près de quatre heures lundi.

Deux nouvelles réunions sont prévues, l'une le 26 juin et l'autre le 3 juillet.

Le cirque des négociations-marathon est ouvert. A ce niveau, on peut déjà très nettement voir les divergences entre les différents syndicats.

FO et la CGT ont fait état de leur mécontentement à l'issue de cette discussion. Oswald Calvetti (CGT) a estimé que le CNPF voulait s'en tenir *« au volume global actuel des prestations »*, alors que le nombre de chômeurs augmente. C'est ce qu'a d'ailleurs précisé Yvon Chotard, le chef de la délégation patronale qui, lui, a exprimé sa satisfaction, soulignant la volonté du CNPF de réviser *« un système vieilli, complexe et injuste ». « A partir de là, nous n'entendons pas nous désengager,* a-t-il conclu, précisant que cet engagement *« devait rester au niveau global actuel des prestations versées »*.

Cyniquement, il avoue donc : chômage en plus ou pas, on ne débloquera pas de fonds supplémentaires. Donc, déshabillons Pierre pour habiller Paul, supprimons les 90 % à ceux qui en bénéficient de façon à reverser à d'autres chômeurs à venir.

Quant à Michel Rolant de la direction CFDT, qu'a-t-il dit ? Il a estimé que *« la discussion avait été plutôt positive »*. M. Michel Rolant a souligné que le CNPF s'était engagé sur deux points, en estimant que la réforme coûterait plus cher et que l'État devait intervenir *« bien au-delà de ce qu'il fait actuellement »*.

En outre, le dirigeant cédétiste s'est déclaré favorable à une révision du système des 90 % à condition que *« l'on s'engage par ailleurs sur une revalorisation substantielle des prestations pour ceux qui ne touchent rien ou seulement 30 ou 40 % de leurs salaires »*. Mais M. Rolant a exigé le maintien des 90 % pour tous ceux qui *« sont mal payés »*, c'est-à-dire ceux qui touchent un salaire inférieur ou égal à 2 400 F. Pour les salaires supérieurs à ce niveau, il a évoqué l'hypothèse d'un système d'indemnisation dégressif. Ce qui est quasiment la position patronale hormis quelques rajouts ou nuances apportées à la position exprimée dans la lettre du patronat (voir article dans cette page).

En fait, les chômeurs ont moins de besoins, donc on peut les payer moins !

Ce sont bien là des propos scandaleux dans la bouche d'un responsable syndical qui veut faire payer le chômage par les chômeurs, qui accepte que les patrons ne donnent rien aux ouvriers qu'ils licencieront.

L'HUMANITE ROUGE BIMENSUEL No33 EST PARU

Abonnez-vous à l'Humanité rouge bimensuel

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : . . . . . Prénom . . . . . .
Rue : . . . . . Commune : . . . . . .
Code Postal : . . . . . .

Nos lecteurs qui désirent connaitre le bimensuel peuvent en recevoir gratuitement, en nous écrivant, quatre numéros, sans engagement de leur part. Utilisez cette initiative pour élargir l'audience du bimensuel.

FETE DE LA RENCONTRE FRANÇAIS-IMMIGRÉS
Le 25 juin 1978 à Cleunay (Ille-et-Vilaine)
Maison de quartier, rue Andrée Trasbot

AU PROGRAMME

12 h – Couscous (adultes 10 F, enfants 5 F)
14 h – Chants : chorale de Rennes, Groupe Octobre
14 h 30 – Montage diapos des résidents des foyers Sonacotra.
Débat avec le Comité de coordination des foyers Sonacotra, le comité d'action chauffage de Villejean, la CSCV et l'ASTI
Montage diapositives sur les luttes de quartiers à Rennes (Cleunay, Villejean) . . . . . .
JEUX – SKETCHES – THÉATRE – SONNEURS
Avec la participation de : Comité de soutien de Rennes aux résidents des foyers Sonacotra, ASTI, CSCV, ASPEL, le Comité d'action chauffage de Villejean et les maisons de quartier de Cleunay, Villejean, Maurepas.

A NOS LECTEURS

Pendant la durée des congés d'été le quotidien cessera sa parution du 30 juin au 4 septembre. Le bimensuel paraitra les 4 et 25 juillet et le 22 août puis reprendra régulièrement sa parution à partir du 5 septembre.

Nous demandons à nos lecteurs de communiquer le plus rapidement possible à l'administration l'adresse à laquelle ils désirent recevoir ces numéros, en cas de changement d'adresse (indiquer entre quelle date il se produit) et la modification éventuelle du nombre de prise.)

Objecteurs de conscience

Une répression croissante

Parallèlement à la répression qui se développe contre les soldats ayant signé une pétition nationale pour la gratuité des transports, les objecteurs de conscience sont eux aussi en butte aux poursuites de la justice.

Il y a quelques semaines à Toulouse des objecteurs avaient été condamnés. Le 31 mai, à Beauvais, quatre autres étaient jugés parce qu'ils avaient refusé de rejoindre l'Office national des Forêts. A Strasbourg, le 15 juin, deux étaient condamnés pour la même raison.

A Saint-Nazaire, un objecteur était jugé en mars dernier, deux l'étaient à Angers, le 14 juin. A Nantes, un procès doit s'ouvrir le 27 juin, tandis qu'à Lyon huit objecteurs seront jugés le mardi 30 juin, certains pour avoir renvoyé leur livret militaire, d'autres pour avoir refusé de rejoindre leur affectation à l'Office national des Forêts. L'inculpation de désertion pèse sur eux.

Les peines qu'encourent les objecteurs sont variables mais ce sont des peines de prison avec ou sans sursis.

Depuis septembre 1977, sur les 3 000 objecteurs affectés à l'Office national des Forêts, 150 ont été condamnés pour avoir refusé cette affectation. D'autre part, 180 d'entre eux qui avaient renvoyé leur livret militaire ont fait l'objet de poursuites.

Les sanctions prises contre les objecteurs proviennent de ce qu'ils refusent l'affectation autoritaire à l'Office national des Forêts qui est un organisme paramilitaire.

Une loi en 1963 avait reconnu le statut d'objecteur de conscience, leur permettant d'effectuer un service civil de deux ans dans une association de leur choix assurant un travail d'intérêt général.

En septembre 1972, un décret appelé décret de Brégançon affectait autoritairement les objecteurs à l'Office national des Forêts.

En seconde année les objecteurs ont la possibilité de choisir le lieu de leur affectation soit dans les mêmes organismes que la première année soit dans des formations civiles assurant un travail d'intérêt général.

Si nous ne sommes pas d'accord avec les objecteurs de conscience en ce qui concerne la nécessité de faire son service militaire, nous ne les soutenons pas moins contre la répression dont ils sont victimes.

Lutte pour le relogement dans le 19e arrondissement

Quand les travailleurs immigrés débarquent en France, ils doivent, bien évidemment, trouver un logement. Les propriétaires abusent de leur situation ; les immigrés sont peu au courant de leurs droits et doivent absolument trouver un toit.

C'est ce qui se passe au 38, rue de Lorraine. Les propriétaires louent des taudis à des loyers exorbitants. Une famille a versé une caution de 1 500 F pour un deux-pièces-cuisine et paie 750 F par mois, alors que l'eau ruisselle sur les murs et que les radiateurs ne fonctionnent pas. Une autre famille de trois enfants, qui n'a pu trouver qu'une pièce-cuisine pour se loger, verse 700 F de loyer.

Les habitants de ces taudis en ont eu assez d'être ainsi exploités et ont entamé une grève des loyers. Certains propriétaires ont essayé d'obtenir l'expulsion de ces locataires. Le tribunal a décidé la nomination d'un expert pour juger de l'affaire.

Cette lutte pour le logement n'est pas la seule dans le 19e. Au 152, rue de Flandre, les habitants se mobilisent pour une baisse du loyer, et vu que l'immeuble est considéré comme irréparable, ils demandent une priorité pour un relogement.

Le groupe « Moun'Kika », la nouvelle chanson antillaise, se produira le samedi 24 juin à 21 h, à Tracy-le-Mont, dans le département de l'Oise, au centre culturel Léo Lagrange.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

Des gens heureux ?

Barre se moque des gens !

Barre a déclaré sur les antennes de la radio-télévision qu'il considérait certaines des grèves actuelles comme « *inexplicables* ». A l'entendre, les OS de Renault sont des « *gens heureux* » et les ouvriers de l'arsenal n'ont aucun motif de revendiquer. Pourtant, sans parler de la question des salaires, les conditions de travail, qui sont les leurs, montrent assez combien ils sont durement exploités.

A l'arsenal de Brest, des travailleurs racontent : « *Au carénage des sous-marins nucléaires, les décibels sont terribles, quant au boulot dans la coque, l'ambiance y est irrespirable à cause des chalumeaux* ». La baisse de l'acuité auditive et visuelle devient inévitable dans ces conditions. D'ailleurs, il y a eu lors des trois dernières années 43 500 accidents de travail dans les arsenaux et soixante morts. Ne s'agit-il pas d'une de ces situations dont Barre parle quand il qualifie les grèves « *d'inexplicables* ».

A RENAULT AUSSI

Aux presses de Renault, la sélection se fait par des examens médicaux très sévères qui testent la résistance, l'endurance, la dextérité et le rythme cardiaque de l'ouvrier. C'est dire qu'on va chercher à le pressurer. Le vacarme créé par les palans, les fenwicks et les presses oblige beaucoup de travailleurs à prendre des calmants et des somnifères. Il y a des cas de surdité après un travail prolongé sur les presses, mais sur 42 cas qui auraient pu être reconnus comme surdité professionnelle, deux l'ont été réellement par la direction.

Les ouvriers sont fréquemment obligés de s'arrêter en raison de ce que les rapports médicaux de la Régie nomment leur « pathologie professionnelle », soit 50 % du personnel.

Et dans ces conditions, des accidents ne sont pas rares. Ainsi il y a quelques mois un ouvrier contrôleur est mort sur la chaine R6 moteur à Renault Cléon, tué par un clark. A qui la faute ? Bien sûr la Régie dira qu'elle investit des millions sur des panneaux incitant à la sécurité. Mais elle fait tout par ailleurs pour augmenter les cadences et obliger à travailler dans les conditions les plus rentables pour elle, certes, mais aussi les plus dangereuses pour les ouvriers. Sur des sols imbibés d'huile, roulant à des vitesses excessives (production oblige), les clarks malgré les pistes spéciales, doivent se faufiler dangereusement dans des bâtiments surchargés de matériel.

DES GENS HEUREUX

Barre veut chercher à faire croire que les ouvriers sont des feignants qui font grève parce qu'ils sont toujours plus gourmands. La réalité comme on voit dément ces affirmations comme sa soi-disant recherche de « justice sociale ». La seule chose que recherche Barre en fait depuis qu'il est au gouvernement, c'est de permettre aux monopoles de préserver leurs profits au détriment du pouvoir d'achat des travailleurs et en sacrifiant leurs conditions de travail et leur sécurité à la rentabilité. Mais les ouvriers ne l'entendent pas de cette oreille. Un lecteur ouvrier syndiqué à Billancourt a d'ailleurs tenu à nous écrire en réplique à la réflexion de Barre : « *Quand les patrons affirment que les ouvriers de Renault sont heureux, ce n'est bien sûr que cynisme et hypocrisie. Qu'ils sachent donc que les ouvriers de Renault, français et immigrés comme tous les autres travailleurs, veulent être heureux, qu'ils n'attendent rien du ciel ni des patrons et que c'est de leurs propres luttes que dépend l'avenir ; un avenir débarrassé du régime capitaliste* ».

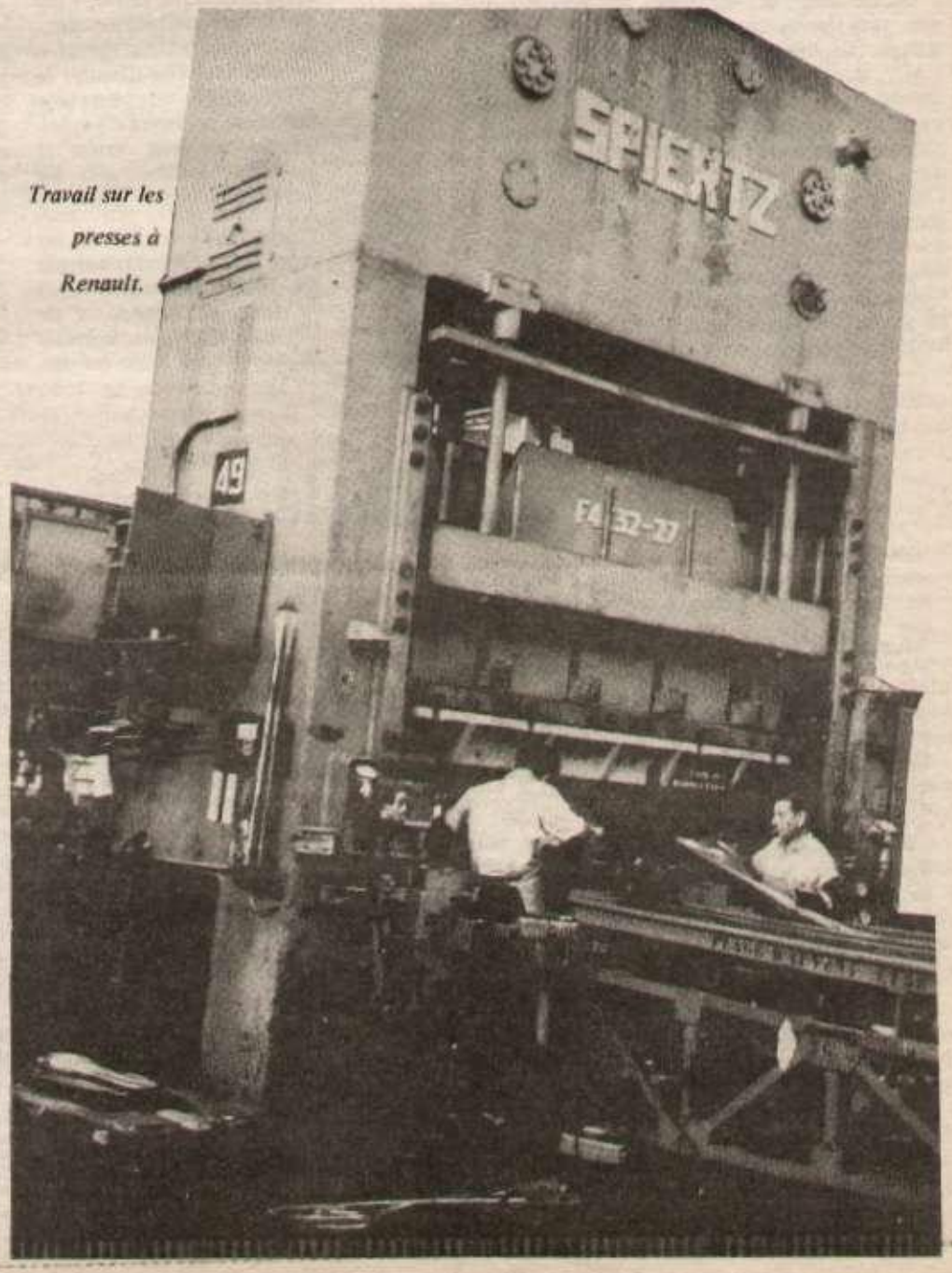
INEXPLICABLES LES GREVES ?

Dans le bimensuel No 33, Pierre Marceau raconte comment s'est déclenchée la grève à la Régie. Les conditions de travail imposées par la continuation du plan Barre constituent de bonnes explications.

La Renault 5 se vend bien et le nouveau modèle R 18 aussi (les délais de livraison sont de l'ordre de 6 mois).

Pour en faire une championne de compétitivité, il n'y a pas 36 moyens, on ne gagne pas les marchés étrangers seulement avec de la publicité. La recette est connue, il s'agit de rogner au maximum sur les coûts de production. En clair, cela signifie faire travailler l'ouvrier au maximum tout en bloquant son salaire.

Justement à l'atelier des grandes presses de Flins, le lancement de la R 18 s'est traduit par une augmentation des cadences de l'ordre de 25 %. L'atelier des grandes presses, ce sont 600 OS qui travaillent en équipe dont les gestes chronométrés déclenchent à chaque instant un tonnerre de décibels et soumis en permanence à l'arbitraire et aux sanctions d'une maîtrise garde-chiourme.



Travail sur les presses à Renault.

Un mois de reportage en Chine

nous avons pu rencontrer un bonze dans un temple de la province du Setchouan

Une réunion élargie du comité permanent du Comité national de la 4e conférence consultative du peuple chinois.

La Chine est un pays socialiste dont l'idéologie directrice est le marxisme-léninisme. Mais la religion, comme d'autres tendances idéologiques et philosophiques, n'a pas disparu comme d'un coup de baguette magique. La religion bouddhique notamment, la plus répandue, existe encore même si elle n'est pas, bien sûr, encouragée. En visite dans un temple du Setchouan, nous avons demandé à rencontrer un bonze, ce que les camarades chinois qui nous guidaient ont immédiatement accepté, preuve de la confiance qu'ils nous témoignent – nous avons été, semble-t-il, les premiers journalistes étrangers depuis longtemps à rencontrer un bonze –. Un homme déjà mûr, la tête rasée, mais en vêtements de travail, est venu s'entretenir avec nous en toute liberté et a volontiers répondu à nos questions.

Nous lui avons d'abord demandé ce qui l'avait poussé à devenir bonze dans sa jeunesse.

– J'étais un petit employé dans un magasin. Mon patron ayant fait faillite, je suis devenu chômeur. J'avais 20 ans, ma famille très modeste ne pouvait m'aider, aussi je suis devenu bonze car c'était pour moi le moyen de vivre.

– Q : Quelles étaient les conditions de vie dans les temples avant la Libération et quels changements a-t-elle apportés ?

– Avant la Libération, les bonzes n'avaient pas le droit de faire de la politique à cause de la classe dominante. Ils vivaient seulement dans les temples.

Du point de vue des luttes, je n'ai jamais participé aux luttes à l'extérieur du temple avant la Libération : c'est qu'à l'intérieur du temple, il y avait un réglement très strict, nous subissions la domination des chefs-bonzes. Participer à des activités politiques était absolument interdit ainsi que de sortir du temple. C'est seulement quand on devenait petit chef qu'on pouvait sortir. Dans le temple, on pouvait se parler et donc on connaissait la situation. Mais le chef des bonzes était un propriétaire foncier qui possédait beaucoup de champs cultivés et il exerçait une très dure domination.

Puis, après la Libération, les règles du temple ont été éliminées. Les jeunes bonzes ont pu sortir, se distraire, aller au théâtre. Le despotisme du chef des bonzes a cessé et nous sommes devenus des travailleurs.

– Q : Pourquoi êtes-vous resté bonze ?

– Parce que je crois toujours au bouddhisme. Vous savez que je suis âgé et j'ai toujours connu cette situation. Maintenant, je suis salarié. Je m'occupe de l'entretien et de la protection du temple.

– Q : Quelles sont vos activités politiques et sociales ?

– Après la Libération a été créée un association boudhiste dont je suis membre. Je participe, ainsi que tous les autres bonzes, à tous les mouvements politiques et maintenant je suis membre de la Conférence consultative politique au niveau du district.

– Q : Que pensez-vous de la 5e Conférence consultative politique du peuple chinois et de la 5e Assemblée populaire nationale ?

– Je suis d'accord avec les décisions prises par ces deux conférences. Je pense que la Conférence consultative va permettre de faire jouer les facteurs positifs des bonzes de ce temple. Par facteurs positifs, je veux dire pour moi participer au travail manuel, bien protéger le temple pour bien accueillir les visiteurs.

Nous avons un représentant à l'Assemblée populaire nationale mais il est mort l'année dernière. Nous avons d'autres représentants à l'Assemblée au niveau de la province et du district. Nos représentants sont proposés par la Conférence consultative du même niveau et ils sont élus comme les autres avec les mêmes droits. Ils peuvent donc participer aux organes du pouvoir. A l'Assemblée, il doit y avoir des représentants de tous milieux : minorités nationales, milieux religieux, femmes, soldats, etc.

– Q : Y a-t-il de nouveaux bonzes ?

– Non, il n'y a pas de nouveaux venus, seulement quelques jeunes qui ne croient pas, mais qui veulent étudier scientifiquement le boudhisme.

En revenant du temple, nos guides nous ont expliqué qu'il existait encore en Chine des gens qui croyaient à différentes religions, boudhistes, musulmans, chrétiens, etc. Dès lors, il ne s'agit pas d'encourager la religion mais d'associer les gens qu'elle influence à la construction de la société nouvelle tout en menant le débat et la discussion avec eux.

D'ailleurs, le Parti communiste chinois et le gouvernement de la Chine développent cette politique à l'égard de toutes les couches du peuple et de tous ceux qui ont des idées politiques et philosophiques différentes mais acceptent de participer à l'édification de la société socialiste.

Par cette attitude qu'ils appellent politique de front uni, ils entendent unir la très grande majorité du peuple. C'est dans ce sens qu'ils permettent à des organisations patriotiques ou religieuses, à condition qu'elles acceptent la direction du Parti et œuvrent pour le socialisme, de faire partie de la Conférence consultative politique du peuple chinois qui vient de se réunir, en même temps que la 5e Assemblée populaire nationale.

Cette conférence qui existe à tous les niveaux donne l'avis des organisations sur la ligne suivie dans tous les domaines et nomme les candidats-députés à l'Assemblée nationale ou ceux des assemblées provinciales ou régionales. Par ce moyen, tous les milieux, même quand ils ont une faible audience, sont représentés dans les organes de pouvoir du peuple. Ces dispositions permettent de renforcer le camp du peuple et raffermissent la dictature du prolétariat sur ses ennemis.

C'est une grande victoire sur la ligne de la bande des Quatre qui avaient fait des organisations de masse des coquilles sans vie et entravé la consolidation du Front uni révolutionnaire à tous les niveaux, en rejetant les forces alliées et les forces à gagner dans le camp de l'ennemi. Demain, nous verrons les aspects de la démocratie socialiste.

Michel ROTAUD

La question du front uni est également et argement traité dans ce tome.

« Si quelqu'un veut vraiment servir le peuple, s'il a réellement aidé le peuple dans ses moments difficiles, s'il a bien agi et continue de bien agir, sans s'arrêter à mi-chemin, le peuple et le gouvernement populaire n'auront aucune raison de le renier et de lui refuser les moyens de vivre et de servir le pays ».

(Mao Tsé-toung)

Le problème du Front uni révolutionnaire n'est pas nouveau. C'est Mao qui en a impulsé la pratique et édifié sa théorie. Déjà, à l'époque de la révolution de démocratie nouvelle, le Front uni révolutionnaire a été une composante majeure de la ligne du président Mao qui, en définitive, a déterminé la victoire de la révolution.

Quels sont les principes du Front uni révolutionnaires ?

C'est d'essayer d'unir, sous la direction du prolétariat, et de son avant-garde, le Parti communiste chinois, l'immense majorité du peuple chinois afin de progresser dans la voie de la révolution. Ce front uni est basé sur l'alliance de la classe ouvrière et des paysans. Ces deux composantes ont intérêt à la révolution et elles forment l'immense majorité du peuple, mais il existe aussi, dans la société socialiste, d'autres couches qu'il faut gagner à la révolution afin de réduire au maximum la cible ennemie (environ 2 % de la population) que sont les anciens et nouveaux bourgeois.

C'est ce que nous avons pu remarquer lors de notre voyage avec l'exemple concret de ce bonze.

Lors de notre séjour, nous avons constaté le nombre important de Chinois d'outre-mer dans les hôtels qui étaient là pour rendre visite à leur famille. C'est aussi une attitude importante qui permet à ces Chinois d'apprendre à connaitre la réalité du socialisme et qui les amène à lutter pour la réintégration de Taiwan, Macao, Hong-Kong à la Chine socialiste.

Cette unité, nous l'avons vécue partout où nous sommes allés, dans les usines, les campagnes, chez les intellectuels, à l'armée, au temple et une volonté de gagner l'objectif des quatre modernisations, de sortir la Chine de l'état relativement arriéré dans laquelle elle se trouve. Tout le peuple est mobilisé et mène la lutte de classe sur son secteur.

A l'évidence, ce n'est pas l'affaire de quelques spéculateurs. La victoire, c'est l'affaire de tout un peuple qui veut son émancipation.

Foyers Sonacotra

(suite de la page 1)

Face aux attaques et aux mesures racistes de Stoléru, Français, immigrés, une seule classe ouvrière.

Le Comité de coordination des foyers Sonacotra en lutte depuis plus de trois ans appelle tous les travailleurs français et immigrés et tous les démocrates à une grande riposte conte la répression.

Le Comité de coordination organise une conférence de presse le 26 juin 1978 à 16 h, au 46, rue de Vaugirard, 75006 PARIS - Métro Odéon.

Nous appelons nos lecteurs à se mobiliser pour soutenir la lutte des travailleurs des foyers ADEF, AFRP, AFTAM, LOGIREP, etc. Nous consacrerons une large place à cette lutte et à son soutien dans notre édition datée du 28 juin 1978. Nos lecteurs peuvent nous en passer commande dès maintenant.

Halte à l'offensive du social-impérialisme russe en Afrique

Exposition — meeting

Ces derniers mois, le social-impérialisme russe a lancé une offensive de pénétration et d'agression en Afrique, sans précédent. La rivalité des deux superpuissances pour la domination du continent se fait de plus en plus aigue.

Le samedi 24 juin, se tiendra à Paris une journée d'information sur le thème : « *Halte à l'offensive du social-impérialisme en Afrique* ». Le point central qui illustrera cette situation sera le Zaire.

Cette manifestation se tiendra – de 14 h à 20 h – à la **Salle de l'Épicerie, 12 rue du Renard, Paris - 4e (métro Hôtel-de-Ville).**

Au programme, il y aura de 14 h à 17 h 30 : stands et exposition sur la situation dans différents pays africains et principalement du Zaïre ; des diapositives, forums. De 17 H 30 à 19 H 30 : meeting.

Organisée par :
- Mouvement patriotique anti social-impérialiste au Zaïre (MOPASIZ).
- Les communistes marxistes-léninistes du Zaire.
- El Amel Tounsi (Le Travailleur tunisien).
- Association générale des étudiants du Gabon (AGEG).
- Association des stagiaires et étudiants des Comores (ASEC).
- Les patriotes mauritaniens.

Soutenue par :
L'Humanité rouge.

* Tracts et affichettes sont disponibles dès ce mercredi 21 à notre local.

A PROPOS DE LA FERMETURE DE TROIS CONSULATS VIETNAMIENS EN CHINE

Le gouvernement chinois a demandé aux autorités vietnamiennes la fermeture des trois consulats généraux dont e elles disposent à Canton, Kunming et Nanning, trois villes chinoises proches de la frontière vietnamienne.

Cette décision semble motivée, par les atermoiements de Hanoi à l'ouverture de trois consulats chinois en territoire vietnamien, ouverture dont le principe aurait été acquis au début de l'année après une longue période où le Vietnam aurait laissé sans réponse la demande chinoise. Mais le principe acquis n'était toujours pas suivi d'effet dans la pratique, malgré la présence depuis plusieurs mois déjà, d'une délégation chinoise au Vietnam, chargée de préparer l'ouverture de ces consulats. Leur mission se serait heurtée à l'inertie des autorités vietnamiennes qui semblaient bien décidées à laisser ces dossiers dormir dans un tiroir et à ne pas accorder, dans les faits, à la Chine, la réciprocité des avantages consulaires qui leur étaient accordés depuis 1955 en territoire chinois.

FUSILLADE A BERLIN-EST : Lundi après-midi, un soldat soviétique qui, semble-t-il, voulait passer à l'Ouest avec un minibus qu'il conduisait, a ouvert le feu sur les soldats est-allemands qui le poursuivaient. Un diplomate ouest-allemand a été blessé.

L'agence de presse est-allemande a simplement caractérisé ce soldat de « déséquilibré »...

Ce n'est pas la première fois que de tels incidents éclatent à la frontière est-allemande. En 1973, 1974, et 1976, des soldats soviétiques avaient déjà essayé de fuir. Et la semaine dernière, un diplomate belge s'est vu voler sa voiture et ses papiers diplomatiques par deux citoyens est-allemands qui ont pu ainsi franchir le mur.

HAUSSE DES PRIX DES CARBURANTS AVANT LE 1ER JUILLET : La hausse des prix des carburants interviendra dans les jours à venir et de toute façon avant le 1er juillet, apprend-t-on de bonne source mardi.

Le prix du litre d'essence ordinaire va de 2,23 F à 2,48 F, celui du super de 2,42 F à 2,68 F, le gas-oil de 1,45 F à 1,62 F et enfin le fuel domestique de 0,80 F à 0,89 F.

Elections au Pérou : le poids de l'extrême-gauche

Les formations péruviennes d'extrême-gauche ont obtenu une forte proportion de voix aux élections pour l'Assemblée constituante qui se sont déroulées dimanche dernier. Selon les dernières estimations, en effet, elles ont obtenu 16 sièges à l'Assemblée constituante sur un total de 100.

D'autres formations nationalistes et démocratiques ont obtenu 10 sièges. Le Parti communiste, lui, n'en aura que 6.

Ces résultats représentent nettement le rejet par les masses de la politique pro-impérialiste du gouvernement militaire du général Moralez Bermudez, et des partis de droite mais aussi un échec flagrant des révisionnistes.

Par ailleurs, cette forte proportion de votes a été obtenu malgré la répression qui sévit contre ces formations politiques. Treize de leurs dirigeants ont en effet été déportés en Argentine le 24 mai dernier et de nombreux autres sont actuellement en prison. Par ailleurs, 2,5 millions d'analphabètes, la grande masse des paysans, n'ont pas le droit de vote.

Quatre des dirigeants politiques déportés sont arrivés le 12 juin à Paris après avoir passé plus de deux semaines dans les geôles du régime fasciste argentin. Il s'agit de Javier Diez Canseco, dirigeant de Vanguardia Revolucionaria, Ricardo Lette, marxiste-léniniste également, tous deux candidats de l'UDP et de Ricardo Nepuri et Genaro Ledesma, candidat du FOCEP. Hugo Blanco, candidat de FOCEP est exilé en Suède.*

En conférence de presse, hier, 20 juin, les cinq candidats, dont trois au moins sont assurés de siéger à l'Assemblée constituante, ont signalé que du fait même de la forte proportion de voix qui se sont portées sur la gauche révolutionnaire, il est peu probable que le gouvernement militaire autorise l'installation de la Constituante.

Ces élections, après dix ans de gouvernement militaire, ont été convoquées pour tenter de légitimer le régime et lui donner un visage démocratique, ont-ils affirmé.

Elles se sont déroulées alors que le Pérou, traverse une des plus graves crises économiques et politiques de son histoire. Les prix des articles de première nécessité ont augmenté d'environ six fois entre 1973 et 1978. Plus de 3,3 millions de travailleurs sur 5 millions sont au chômage ou sous-employés. Les licenciements se comptent par centaines de milliers. La dette extérieure se monte à 7 milliards de dollars et le Pérou doit consacrer plus de 50 % de ses exportations à son paiement. Le Pérou se trouve ainsi soumis au diktat du Fonds monétaire international qui lui a dicté notamment les dernières mesures économiques du mois de mai qui se sont traduites par une augmentation de 100 % des produits alimentaires de première nécessité, comme le pain, le lait, l'huile, et les transports.

La classe ouvrière péruvienne s'est mobilisée unanimement contre cette politique, notamment en déclenchant trois grèves générales en moins d'un an qui ont paralysé tout le pays.

Ils ont déclaré que les prochains mois verront s'accroitre les luttes de la classe ouvrière et de la paysannerie et des autres secteurs populaires.

Par ailleurs, ils ont appelé à une mobilisation internationale pour obtenir le retour des déportés dans leur pays, notamment des dirigeants syndicaux qui se trouvent encore en Argentine, et la libération de prisonniers politiques.

*Le Front ouvrier, Paysan, étudiant, populaire (FOCEP) qui regroupe diverses organisations d'extrême gauche en particulier trotskistes) a obtenu 12 sièges, tandis que l'Union démocratique populaire UDP qui regroupe diverses organisations qui se réclament du marxisme-léninisme en a obtenu 4.

Manifestation contre la politique économique gouvernementale à Lima au Pérou.

Corse : la répression s'accentue

Le gouvernemnt bourgeois de Giscard a décidé, semble-t-il, d'employer les grands moyens afin de tenter de museler la lutte du peuple corse.

Sept personnes au total, dont l'identité n'a pas été révélée, ont été appréhendées, trois dans la plaine orientale et quatre à Ajaccio. Elles sont actuellement entendues dans les locaux de la police judiciaire de Bastia et d'Ajaccio.

Les premières opérations de police menées à l'encontre des membres de FNLC avaient abouti, le 1er juin et les jours suivants, à l'arrestation de vingt-quatre personnes, transférées depuis à Paris, et inculpées, par le juge d'instruction de la Cour de sûreté de l'État.

Ce sont donc maintenat 31 personnes qui sont sous les verrous.

D'autre part, le jeune bastiais Serge Cacciari a entamé sa quatriéme semaine de grève de la faim à la prison de Fresnes, annonce l'organisation autonomiste corse UPC (Union du peuple corse), dans un communiqué publié mardi.

Serge Cacciari purge une peine de dix ans de réclusion criminelle infligée par la Cour de sûreté de l'État à la suite du meurtre d'un CRS, lors des manifestations de Bastia, qui avaient suivi les événements d'Aléria, durant l'été 1975, meurtre dont il est accusé par la justice bourgeoise, sans preuves.

Reproduisez localement cette pétition et faites-la signez massivement.

Envoyez-la à notre journal qui transmettra.

Campagne de soutien aux emprisonnés

« J'exprime ma solidarité avec les patriotes corses victimes de la répression, demande leur libération immédiate, l'arrêt de toutes poursuites et la dissolution de la Cour de sûreté de l'État ; reconnais conformément à la Déclaration universelle des droits de l'hommes, le droit au peuple corse à disposer de lui-même.

Nom . . . . . .
Prénom . . . . . .
Signature . . . . . .

Le Comité de soutien aux patriotes corses emprisonnés., l'Union des travailleurs corses exilés (UTCE), les étudiants corses (CSC).

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP La Nouvelle Dépôt légal : 2e trimestre 1978